

**Conseil européen - Union  
européenne - Allemagne - Climat -  
Lutte contre le terrorisme -  
Migrations - Grèce - Conférence de  
presse conjointe de M. Emmanuel  
Macron, président de la  
République, et de Madame Angela  
Merkel, chancelière d'Allemagne -  
Propos liminaires de M. Macron**  
(Bruxelles, 23 juin 2017)

Je voudrais d'abord remercier la chancelière Angela Merkel de venir dans cette salle, simplement parce qu'elle est la plus grande, pour avoir en commun cette conférence de presse, ce qui nous semblait à l'un et à l'autre important, pour rendre compte des avancées de ce conseil européen.

Je suis très heureux pour ma part d'avoir pris part pour la première fois à ces discussions très riches qui ont marqué ce premier conseil et je veux dire ici combien à la fois le fait que nous ayons très étroitement préparé ensemble nos remarques à ce conseil, que nos interventions aient été constamment en ligne et que nous puissions en rendre compte en commun est à mes yeux important. C'est en tout cas ce que je m'attacherai à faire, dans les années à venir, parce que je pense que quand l'Allemagne et la France parlent de la même voix, l'Europe peut avancer ; ce n'est parfois pas la condition suffisante mais c'est en tout cas la condition nécessaire.

C'est donc plus qu'un symbole, c'est une véritable éthique de travail et une volonté de travail commun que je souhaite qu'ensemble nous puissions conduire et elle renvoie à un héritage commun que nous avons puisé, dans quelques jours, nous nous rendrons aux obsèques officielles d'Helmut Kohl. Et je crois que le couple que la France et l'Allemagne ont alors représenté et la méthode de travail qui unissait Helmut Kohl et François Mitterrand, le rôle aussi que Jacques Delors a joué à certains moments, ont pleinement illustré la force de la collaboration, de cette alliance entre nos deux pays.

Cette conférence conjointe est d'autant plus importante que le conseil européen a traité de nombreux sujets de fond - les migrations, la défense, la lutte contre le terrorisme, le commerce, le climat - avec à chaque fois une même conviction que nous avons portée : l'Europe est notre meilleure protection face à ces défis mondiaux, qu'il s'agisse de grands dérèglements ou de risques ou de menaces. Et sur chacun de ces sujets, l'Allemagne et la France ont travaillé ensemble au service de l'ambition européenne parce que c'est bien cette coopération qui est aujourd'hui notre bien commun.

Nous avons ainsi rappelé notre engagement européen sans faille sur le climat, l'Accord de

Paris étant la pierre angulaire de ce combat et l'Union européenne son premier défenseur. Nous avons réalisé des avancées notables en matière de lutte contre le terrorisme, en particulier dans la lutte qui doit encore s'accroître au niveau européen contre la propagande terroriste sur Internet et sur tous les supports en ligne. Et nous avons réalisé une véritable avancée en matière de défense et je salue une fois encore à cet égard l'initiative prise par le président de la Commission que nous avons pleinement soutenue, qui nous a permis d'obtenir la création d'un Fonds européen de défense. Sa mise en place sera un progrès concret et significatif pour l'Europe de la défense en mettant en commun nos ressources.

Nous avons également évoqué un nouveau cadre institutionnel, la coopération structurée permanente, qui permettra à tous les États qui sont prêts à prendre des engagements robustes en matière de défense d'avancer ensemble.

Nous avons aussi évoqué la crise migratoire. Ce n'est pas l'affaire de quelques pays européens seulement, c'est notre défi commun et je veux ici redire ce que j'avais eu l'occasion de dire il y a plusieurs mois et en particulier dans la campagne présidentielle française, le fait qu'à ce titre, les positions prises par la chancelière Angela Merkel ont été des positions courageuses et j'espère que nous n'aurons pas à réitérer cela. En tout cas, je ferai à vos côtés tout pour parce que ce défi commun implique des réponses communes et ce sont celles-ci que nous avons aujourd'hui continué à mettre en œuvre. La crise que nous vivons actuellement sur le plan migratoire n'est pas une crise passagère, c'est un défi de long terme qui ne trouvera sa réponse que dans la stabilisation à long terme en Afrique, au Proche et Moyen-Orient et dans une politique de développement européenne ambitieuse dans lesquelles d'ailleurs nos deux pays prendront un rôle croissant et encore plus coordonné dans les mois à venir.

Mais nous devons accueillir des réfugiés car c'est notre tradition et notre honneur. Et je le redis ici, les réfugiés ne sont pas n'importe quels migrants. Ce ne sont pas les migrants économiques, ce sont des femmes et des hommes qui fuient leur pays pour leur liberté ou parce qu'ils sont en guerre ou pour leurs choix politiques. Nous devons ainsi faire preuve de solidarité quand un de nos voisins fait face à des arrivées massives de réfugiés ou de migrants. Ce qui a été acté aujourd'hui, c'est bien l'accélération de notre procédure de traitement des demandeurs d'asile, le renforcement des moyens pour gérer les frontières extérieures de l'Union européenne - ce qui est une avancée importante - et notre volonté également commune d'œuvrer sur les théâtres d'opérations où nos intérêts se jouent, en particulier en stabilisant la frontière libyenne, en soutenant les efforts du G5 Sahel, en développant les accords globaux avec les pays d'origine et de transit pour assurer ensemble une meilleure gestion des frontières, une lutte résolue contre les réseaux de trafiquants et de passeurs et un développement durable de nos relations à long terme.

Sur tous ces sujets, c'est l'Europe le bon niveau d'action et de protection. Il y a parfois des divergences de vue, elles se sont exprimées, mais nous avons su construire par une voix commune, entre autres, des vrais consensus qui ont permis les avancées que je viens d'évoquer.

C'est aussi dans cet esprit que nous avons débattu de la protection dans le domaine économique et social. Alors vous le savez, en la matière, les esprits ont évolué. Nous sommes pleinement - et nous l'avons réaffirmé - favorables à une économie de marché ouverte aux relations commerciales et à un libre commerce qui respecte les règles multilatérales. Et alors

que nous traversons une période où plusieurs grandes puissances peuvent donner le sentiment de remettre en cause ces équilibres, nous avons tenu à réaffirmer cet attachement. Mais l'attachement au libre commerce et au multilatéralisme en la matière ne signifie pas une naïveté qui serait le propre de l'Europe. C'est pourquoi nous avons aussi tenu à dire que nous voulions, dans un monde ouvert et régulé, défendre les règles et les faire respecter, considérer que la juste concurrence est préférable à la loi de la jungle. C'est pour cela entre autres que nous avons acté le renforcement des outils antidumping, une réelle réciprocité dans l'ouverture des marchés et un meilleur encadrement des investissements stratégiques.

Je veux ici dire un dernier mot sur la Grèce. Nous n'en avons pas discuté aujourd'hui au conseil européen et je dirais presque que c'est une bonne nouvelle et nous avons tout fait ces dernières semaines avec la chancellerie pour que nous n'ayons pas à discuter de ce sujet aujourd'hui parce qu'il est préférable que ce soit réglé au niveau des ministres de l'économie et des finances. Et nos ministres ont d'ailleurs travaillé de concert pour construire un consensus fort qui a permis de trouver un accord dont je souhaite pour ma part me féliciter parce qu'il vient accompagner la reprise grecque et les réformes qui ont été portées par Alexis Tsipras. Et la France et l'Allemagne sont donc pleinement engagées ensemble sur ce sujet et nous nous sommes beaucoup parlé aussi avec Angela Merkel de ce sujet.

Un tout dernier mot pour remercier Donald Tusk et Jean-Claude Juncker pour la préparation de ce conseil et saluer la présidence maltaise et son Premier ministre, Joseph Muscat. J'ai grande confiance dans la présidence estonienne. Nous avons l'un et l'autre, la semaine dernière, rencontré le Premier ministre pour préparer l'après-1er juillet et nous aurons l'occasion, au-delà évidemment du temps que nous passerons ensemble le 1er juillet prochain, de nous revoir rapidement à Hambourg puisque Angela aura à présider le G20./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)